



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Eliane LLORET, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Environnement - Appel à projets France-Sénégal 2022 - Coopération Décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil Départemental de Rufisque, la Ville de Montpellier, le CIRAD, le GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, la SOMIMON (MIN Mercadis) et l'ASH - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Forte d'une première dynamique de coopération engagée et entretenue depuis 2017 avec le Conseil Départemental de Rufisque avec l'appui de l'ONG Migration-Citoyenneté-Développement (GRDR) et du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD), Montpellier Méditerranée Métropole et ses partenaires ont souhaité répondre ensemble à l'appel à projets du *Fonds Conjoint France-Sénégal 2022* du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE), faisant suite au succès du projet *Fonds Conjoint France-Sénégal 2020*.

Dans le cadre de leurs politiques agro écologie et alimentation durable, en partenariat avec la Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, la SOMIMON opérateur de la délégation de service publique du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier, et l'Association des Sénégalais de l'Hérault, l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) Grdr et le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), les collectivités ont été lauréates de l'appel à projets et bénéficient ainsi de 70 % de financement du MEAE et de son partenaire sénégalais le Ministère des Collectivités Territoriales, du Développement et de l'Aménagement des Territoires (MCDAT) pour mener à bien la deuxième phase de coopération.

Cette nouvelle phase va permettre de renforcer la visibilité et le plaidoyer en faveur des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) de Rufisque et des Ville et Métropole de Montpellier. Il est également proposé de renforcer les capacités du nouvel élu et de l'agent en charge des questions de l'agriculture et de l'alimentation du Conseil Départemental de Rufisque en vue de poursuivre la politique alimentaire du département de Rufisque et poursuivre l'animation multi-acteurs du PAT. Enfin, afin de parvenir à développer et péreniser le réseau des cantines scolaires, instrument du PAT du département de Rufisque, l'objectif sera à travers ce projet de diversifier ses partenaires financiers.

Ces objectifs seront structurés en plusieurs actions :

- Une action de communication et de plaidoyer autour des PAT des trois collectivités partenaires ;
- Le renforcement des compétences d'un élu et d'une technicienne point focal du PAT du Conseil Départemental de Rufisque ;
- La conduite d'une étude en vue de la création d'une cuisine centrale alimentant les cantines scolaires de Bargny (dans le cadre d'un maillage progressif du département de Rufisque en cuisines centrales et cantines scolaires) ;
- L'animation du comité de gouvernance départemental du PAT du Département de Rufisque.

La convention de partenariat qu'il est proposé d'approuver ce jour rappelle les engagements financiers et responsabilités des différentes parties prenantes, à savoir :

En France :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La Ville de Montpellier, qui apportera son expertise en matière de politique alimentaire durable dans les restaurants scolaires ;
- La SOMIMON, société gestionnaire du MIN de Montpellier Méditerranée Métropole, qui apportera son expertise auprès du projet de MIN sur le territoire de Rufisque ;
- Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), qui effectuera l'évaluation du projet ;
- L'Association des Sénégalais de l'Hérault, qui contribuera à mobiliser la diaspora sénégalaise de l'Hérault sur le projet.

Au Sénégal :

- Le Conseil Départemental de Rufisque ;
- L'ONG GRDR Migration-Citoyenneté-Développement, qui participera à la mise en œuvre et la

coordination opérationnelle du projet à Rufisque.

Pour l'exercice 2022, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 000 € de subvention accordée à l'opérateur Grdr Migration-Citoyenneté-Développement.

Pour l'exercice 2023, le concours financier de Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 16 300 € de financement direct des actions du projet et 12 500 € de subvention accordées aux opérateurs CIRAD et Grdr versé selon les modalités suivantes :

- Versement d'une subvention de 5 700 € au CIRAD ;
- Versement d'une subvention de 6 800 € au Grdr.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- D'autoriser la recherche et la perception de recettes externes permettant de financer le projet ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Hind EMAD, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Guy LAURET, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-204448-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022.09.07 Projet de Convention 3M-CDR - Fond conjoint 2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.